

Chapitre 01 : La pensée économique de l'antiquité au moyen-âge

1.1. Platon (428 à 347 av. J.C.)

1.2. Aristote (384 à 322 av. J. C.)

1.3. Le moyen âge :

1.3.1. L'économie domaniale

1.3.2. L'économie féodale

1.3.3. Les idées de Thomas D'Aquin (1224-1275)

1.1. Platon (428 à 347 av. J.C.)

- La division du travail dans la « Cité » : « on produit toutes choses en plus grand nombre, mieux et plus facilement, lorsque chacun se livre à un seul travail, étant dispensé de tous les autres ».
- On a ainsi trois classes :
 - Les gardiens dirigeants : leur principale vertu est la sagesse ;
 - Les guerriers : leur principale vertu est la bravoure
 - Les agriculteurs, commerçants et artisans : assurent le fonctionnement matériel de la Cité et peuvent avoir une propriété privée.
- Tous les aspects de la vie sont gérés directement par l'Etat ;
- Encourager l'échange commercial avec d'autres Cités ;
- Méprise de l'opulence : cause de décadence des sociétés et sources de guerres.

1.2. Aristote (384 à 322 av. J. C.)

- Défense de la propriété privée : les biens possédés en commun engendrent beaucoup plus de conflits que les biens possédés séparément ;
- Une théorie de la valeur :
 - **La valeur d'usage** d'un bien, c'est l'utilité qu'il a pour son acquéreur ;

– **La valeur travail** d'un bien, se définit ainsi :

$$VT = t * d$$

(t = le temps de travail nécessaire à la fabrication du bien, et « d » un coefficient de « dignité », qui représente ce que l'on appellerait aujourd'hui la qualité ou la « productivité » du travail).

- Dans l'antiquité et durant le Moyen-âge, le profit est très mal perçu et est rejetée vers les classes basses de la société : esclaves, étrangers ;
- **Néanmoins, Aristote distinguera deux formes d'acquisition des richesses (chrématistique) :**

– **Chrématistique naturelle : une forme légitime de propriété** ; elle consiste à acquérir des biens nécessaires à la vie ou servant à satisfaire d'autres besoins (l'agriculture, pêche, ...).

– **Chrématistique mercantile : une forme basse et condamnable**, c'est l'activité commerciale destinée à acquérir une richesse proprement dite ;

- Ce qu'Aristote condamnait le plus, c'était le prêt à intérêt,
- Cela consiste à gagner de l'argent avec de l'argent, alors que celle-ci doit seulement servir à faciliter les échanges, le prêt à intérêt détourne la monnaie de sa finalité ;
- Pour Aristote, l'intérêt est contre-nature parce qu'il est « une monnaie née d'une monnaie » ;
- On constate chez ce philosophe les traits d'un capitaliste modéré.

1.3. Le moyen âge

- C'est la période (de l'histoire occidentale) située entre l'Antiquité et la Renaissance, soit entre 476 (chute de l'Empire romain d'Occident) et 1453 (chute de l'Empire byzantin) du Ve au XVe siècle ;
- Durant cette période, la civilisation musulmane a connu un essor important ;
- Au Moyen Âge, un commerçant spécialisé dans le type de marchandises orientales (poivre, noix, cannelle, huile...) était un homme riche.

1.3.1. L'économie domaniale : du déclin de l'empire romain au Xème siècle

- Une économie constituée de « domaines » : des paysans qui mettent en valeur la propriété foncière, sous la domination des seigneurs, ou de l'église sur de petites portions de terres ;

- Le commerce en occident a beaucoup reculé après le déclin de l'empire romain à cause de l'insécurité.

1.3.2. L'économie féodale : du Xème siècle à la Renaissance

- Les conquêtes islamiques cessent ;
- Les domaines se regroupent en seigneuries et en féodalités, reliées entre elles par la foi chrétienne ;
- Amélioration de la productivité agricole (généralisation de l'assolement triennal) et artisanal.
- L'or et l'argent se raréfient relativement à l'augmentation de la quantité des marchandises. Une innovation : la lettre de change qui apparaît en Italie ;
- Le développement de la fonction bancaire considérée comme un sous-produit de l'activité marchande.

1.3.3. Les idées de Thomas d'Aquin (1224-1275)

- Il tentera de réconcilier l'économique et le religieux ;
- Les concepts religieux ordonnaient la vie économique, et l'empêchaient d'évoluer ;
- Par ses réflexions sur l'échange, le juste prix et le taux d'intérêt, il va jeter les premières bases qui vont permettre à la pensée et à la vie économique occidentale de se libérer du carcan de la religion et de la morale ;
- Au Moyen Âge, l'Eglise enseigne qu'aucun chrétien ne doit se faire marchand et les marchands sont mal vus.
- Concernant le taux d'intérêt, il fait la distinction entre l'intérêt (acceptable sous certaines conditions) et l'usure (intérêt à un taux abusif et motivée par le seul profit) ;
- Au moyen-âge, les usuriers étaient souvent des étrangers ou des non chrétiens ;
- Dans ses écrits économiques, Thomas d'AQUIN pose deux questions :
 - Est-il permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ?
 - Est-ce qu'on peut demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?
- Il essaie de répondre par l'affirmative ;
- À condition que la vente soit en contre partie du juste prix : Le prix qui permet au vendeur de "rentre dans ses frais", ou d'avoir un niveau de vie convenable ;
- Comment vérifier cela ? Il y a deux possibilités :
 - * soit on peut vérifier directement ;

-* soit on peut comparer avec d'autres objets identiques.

Peut-on demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?

- En principe, la réponse à cette question est non ;
- Or, le prêt d'argent répondait à un besoin. L'église elle-même avait besoin d'argent et elle était prête à payer des intérêts pour obtenir des usuriers les sommes dont elle avait besoin ;
- S.T. D'Aquin a donc développé l'argument suivant : si quelqu'un prête de l'argent, il se prive de la somme qu'il prête, il a donc droit à une compensation. Donc il peut stipuler un dédommagement dans le contrat de prêt. Il doit cependant s'agir d'une juste compensation et dans ce cas, on l'appellera un taux d'intérêt

Chapitre 02 : Le Mercantilisme

Les auteurs mercantilistes se caractérisent *a posteriori* par leur place dans la **transition entre le monde féodal et le monde industriel**: ils abandonnent la critique féodale des activités marchandes sur une base morale, mais sont incapables de penser l'économie sur ses bases réelles. Selon les mercantilistes, la puissance d'un Etat dépend de la puissance économique du pays à laquelle est liée sa capacité à lever et entretenir une armée. La puissance économique repose sur la monnaie (ce sont les quantités d'or et d'argent qui circulent dans le royaume) qui peut être amassée dans le cadre du commerce international (un excédent commercial permet l'accumulation de métaux précieux). En conséquence, le commerce, surtout international, doit être soutenu par l'Etat (soutien au développement du commerce au long cours, aux exportations, protectionnisme et limitation des importations). Ainsi se développe une approche pragmatique de l'économie, la timide défense d'une activité vulgaire mais utile au prince. L'économie abandonne la référence aristotélicienne au bien public et devient un art au service du prince. La monnaie, le profit, l'activité marchande sont justifiées non au nom de la morale mais de l'efficacité.

2.1. Le contexte historique

Les siècles du mercantilisme sont placés sous le signe des grandes découvertes. Des voyages et des conquêtes, l'Amérique, la route du Cap, le tour du monde, voilà ce qu'ils évoquent tout d'abord. La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb signifie d'abord l'argent du Mexique, l'or du Pérou. En cent ans, le stock de métaux précieux sur lequel avait vécu le moyen âge se trouve multiplié par huit. Sous la pression d'un tel afflux, les prix entrent dans la danse: c'est « la révolution des prix ». Les sereines et traditionnelles doctrines de modération, les menues réglementations anciennes ne sont que des digues puérides pour contenir le trafic déchaîné. Partout le type du marchand, audacieux, optimiste, aventurier, surgit de terre. Il approche le sceptre, et manie les rênes du gouvernement. Il prend la plume, et l'imprimerie répand la nouvelle conception de la vie qu'il apporte : ardente, optimiste, cruelle. A un idéal de bonheur et de paix succède une mentalité de lutte pour la vie, de soif de succès, de richesse, de puissance. A un monde essentiellement rural et artisanal, un monde manufacturier et commerçant. A une civilisation surtout continentale, une civilisation maritime. Les vaisseaux envahissent la mer et l'océan; des flottes immenses et s'entredétruisent; pendant deux siècles l'Espagne, la Hollande, la France et enfin l'Angleterre mèneront pour la suprématie maritime une lutte dont Trafalgar dira le dernier mot. Notre période est encore celle de la Renaissance, et de la réforme. Avec la Renaissance remonte à la surface la notion impériale romaine d'un Etat fort, autoritaire, armé d'une puissante machine administrative au moyen de laquelle il contrôle tout à l'intérieur et d'une forte armée sur laquelle il compte pour s'étendre à l'extérieur. Partout, dans l'Europe chrétienne disloquée spirituellement, et politiquement, tandis que Machiavel écrit *Le Prince*, les Etats affirment leur indépendance et leur volonté de domination. La Renaissance, c'est encore un renouveau d'attention pour les aspects profanes de la vie, et – tandis que l'on quitte les champs pour les manufactures, les armées et les marines – une sorte de retour à la planète Terre, après des siècles vécus les yeux au Ciel. C'est une affirmation de l'Homme contre Dieu; une explosion du volontarisme. Quant à la Réforme, dirons-nous que Calvin a « inventé le capitalisme »? En

Angleterre, l'un des résultats principaux de la Réforme fut de développer la lecture de l'Ancien Testament. Le juste s'y voit promettre longue vie et prospérité. Aux quakers et aux puritains, le succès économique apparaîtra comme un signe de l'élection divine. Avec eux, l'ascétisme des affaires, l'épargne du bourgeois, l'austère calcul du comptable, la vie sans loisirs et le persévérant labeur du patron prendront une saveur chrétienne.

2.2. La doctrine du Mercantilisme

Principalement cette doctrine développe trois thèmes communs: la primauté de la richesse monétaire, la balance du commerce et la réglementation dans l'industrie et du commerce extérieur.

Le chrysédonisme est la croyance selon laquelle la richesse consiste uniquement en métaux précieux. Quel que soit le mercantilisme, il faut accumuler de la monnaie: pour se procurer davantage de biens, pour accroître la production et favoriser la circulation des biens et services (la métaphore organiciste de la circulation sanguine est souvent utilisée), et pour investir dans le commerce (Angleterre) ou l'industrie (France).

La notion de balance du commerce émerge en 1614 chez Serra (des biens et des services), puis chez Thomas Mun en 1621. La balance du commerce doit permettre d'évaluer l'excédent commercial recherché, notamment par le commerce de réexportation: selon Mun, une sortie d'or pour importer le coton brut d'Inde permet d'exporter des cotonnades pour une valeur cinq fois supérieure.

La réglementation dans le commerce et l'industrie est très présente parce que le commerce international est envisagé comme **un jeu à somme nulle**. Le libre-échange, tout du moins au sens où nous l'entendons aujourd'hui – est banni. L'expression que l'on croise dans les écrits mercantilistes, signifie au contraire l'obtention de monopoles, c'est-à-dire de privilèges, ceux des grandes compagnies de commerce anglaises et françaises (face aux hollandaises) en premier lieu. La France souhaite développer des manufactures royales à l'abri du protectionnisme: les droits de douane s'élèvent de 5 % vers 1620 à 20 % vers 1720.

2.3. Les différentes variantes du mercantilisme

2.3.1. Le Bullionisme espagnol

C'est premièrement là où l'or aborde l'Europe – au Portugal, en Espagne – que l'on a subi la magie des métaux, et que l'on a fait de leur accumulation le but suprême de l'activité des individus comme de la politique des princes. Tout le problème, pour l'Espagne, va consister à conserver chez elle l'or qu'elle importe de ses colonies d'outre-océan, à l'empêcher de fuir hors des frontières, et de se répandre parmi les autres pays d'Europe. D'où la politique que l'on a appelé « bullioniste » (de l'anglais bullion = lingot) et qui est une politique de protectionnisme monétaire direct et défensif: interdiction des sorties d'or; obligation pour les exportateurs espagnols de rapatrier leurs créances, et, pour les importateurs étrangers de marchandises espagnoles, de dépenser les leurs en Espagne; surévaluations artificielles des monnaies étrangères pour les attirer en Espagne. Ces diverses mesures bullionistes sont prônées par les auteurs (Ortiz) et mises en œuvre par les

gouvernements. Dans les faits, la politique bullioniste donne lieu à une réglementation minutieuse, et extrêmement désordonnée; car l'abondance d'or engendrait un niveau élevé des prix, et les gouvernements, ignorants de la théorie quantitative de la monnaie, ne saisissaient pas le lien qui unissait les deux phénomènes. Les mesures prises pour empêcher les prix de monter se mêlaient aux mesures prises pour retenir l'or, avec une inextricable incohérence. L'Etat intervenait à tort et à travers, dans tous les sens. Le résultat fut la hausse des prix, la paralysie du commerce extérieur, la misère générale. L'afflux excessif de l'or américain, et la politique bullioniste qui l'a retenu de s'écouler à l'étranger sont à l'origine du déclin économique de l'Espagne.

2.3.2. Le mercantilisme Industrialiste français (le Colbertisme)

A cette époque, les métaux précieux du Nouveau-Monde proviennent exclusivement des colonies espagnoles et portugaises. Les pays autres que l'Espagne n'exploitent pas de mines d'or. Il ne s'agit pas pour eux de conserver l'or, mais de l'attirer. C'est ce que les mercantilistes français tenteront de faire en encourageant la production, surtout manufacturière. On a l'habitude de dire industrialiste et étatiste le mercantilisme français. C'est que l'on songe à la politique menée par les rois de France en faveur des industries. Cette politique porte un grand nom: celui de **Colbert**, qui accède au pouvoir dès la première année du règne personnel de Louis XIV, en 1661. Mais les grands doctrinaires mercantilistes sont de beaucoup antérieurs à Colbert: Jean Bodin (1576), Antoine de Montchrétien (1615). Colbert a fait de la France un Etat et une usine. Sous son impulsion, les manufactures surgissent et s'étendent, la marine marchande se construit. Le but premier, c'est l'or à attirer dans le royaume; et pour cela les marchés étrangers à conquérir par la qualité des produits français. Le moyen, c'est la réglementation; mais une réglementation qui stimule, encourage, vient en aide; nullement étouffante. La nation ne doit importer que ce qu'elle ne peut produire. Si la France est devenue au XVIIème siècle une grande puissance économique, militaire, navale, coloniale, c'est grâce à l'intervention de l'Etat, et c'est grâce aussi à une politique douanière d'un mercantilisme très orthodoxe.

2.3.3. Le commercialisme britannique

Les mercantilistes anglais veulent bien importer, à condition qu'ils exportent davantage encore, et transportent le plus possible. Leur but, c'est d'obtenir un excédent de la balance du commerce, que déjà ils analysent en détail, et dans laquelle ils font une place importante à ce que nous appelons aujourd'hui les exportations invisibles, en particulier aux frets. Pour eux, l'excédent de la balance mesure et constitue le gain du commerce extérieur. Les auteurs sont nombreux; le plus souvent ce ne sont pas comme Bodin et Montchrétien des intellectuels et des humanistes, mais des hommes de la pratique, marchands ou hommes d'Etat. Les plus célèbres sont Thomas Mun (1571-1641), Josias Child (1639-1690), William Temple (1628-1698), et William Petty (1623-1687). En Angleterre – nations de boutiquiers, comme on dira plus tard – les auteurs mercantilistes s'adressent aux marchands et non plus au Roi comme Montchrétien: c'est de la soif individuelle du profit et de l'âpre ingéniosité des marchands qu'ils attendent l'enrichissement national, plutôt que de l'impulsion gouvernementale. Ce n'est point qu'ils ne prônent l'intervention de l'Etat. Pour augmenter la

quantité de travail, il faudra diminuer le nombre de jours chômés, aménager l'assistance publique de manière à favoriser la natalité, imposer au plus grand nombre le travail et la vie frugale. L'Etat pratiquera la tolérance religieuse pour attirer les immigrés étrangers, il facilitera les naturalisations. Les mercantilistes anglais attendent encore de l'Etat qu'il favorise le défrichement des terres incultes, afin de limiter les importations de grains; qu'ils acquièrent des colonies, afin que la nation en puisse tirer des matières premières, y puisse écouler ses produits. Surtout, l'Etat pratiquera une politique douanière orientée vers l'obtention d'un excédent de la balance du commerce. Car, pour les mercantilistes anglais, tout se ramène à cette fameuse comparaison des deux postes de la balance. L'une des conditions essentielles à la conquête des débouchés extérieurs, c'est le bas niveau des salaires.

2.3.4. Le Mercantilisme allemand (Caméralisme)

La forme allemande du mercantilisme, c'est le caméralisme. On le rapprocherait plus facilement du colbertisme que des doctrines mercantilistes anglaises. Toutefois le caméralisme n'est pas une politique, c'est un enseignement sur les choses de l'Etat, institué par l'Etat. Le mot *Kamera* désignait alors le lieu où l'on rangeait le trésor public. Les caméralistes enseignaient les règles d'une bonne gestion des finances du Prince. Le caméralisme est populationniste, industrialiste, protectionniste, interventionniste: parce que l'Allemagne est sous-peuplée, dépeuplée par les guerres; parce que l'Allemagne a sur l'Occident, du point de vue industriel, un retard considérable, et ne peut songer à se créer une industrie, qu'elle n'en protège les premiers pas contre la concurrence des pays plus avancés; parce que, tandis que la France, de Louis XVI à la Fête de la fédération, est en train de se faire, le sens de l'Etat n'est pas encore né en Allemagne. Il s'agit pour les caméralistes d'en sortir, et d'en sortir méthodiquement.

Le caméralisme allemand est communautaire. Il est beaucoup moins hostile aux corporations que le mercantilisme. Il ne compte point tant sur les initiatives d'individus courant à la recherche du profit, même stimulées et disciplinées par le gouvernement, que sur la convergence organique d'efforts conçus en vue de l'intérêt général, sur le développement du sens national, sur un labeur commun concerté et méthodiquement organisé.

Chapitre 03 : L'école physiocratique

L'école physiocrate (1756-1777) constitue une critique radicale du mercantilisme et a ouvert la voie à la pensée en sciences économiques.

3.1. Le contexte historique

Nul ne conteste guère que ce soit cette poignée de penseurs français, précurseurs immédiats et contemporains de la Grande Révolution, qui ait fondé la science économique. Les physiocrates forment une école et un parti. A la tête de l'école, son fondateur et chef incontesté: F. Quesnay, médecin de la Pompadour et de Louis XV. Les œuvres importantes de l'école physiocrate s'échelonnent toute sur vingt années entre 1756 et 1777. Comme le mercantilisme avec Colbert, la physiocratie a son grand ministre: Turgot. Comme Quesnay est le chef d'école, Turgot est le champion du parti physiocratique.

Les physiocrates s'imaginent découvrir les lois naturelles de la société, valables pour tous les temps et pour tous les pays. Les physiocrates sont des adeptes de ce que l'on a appelé la « philosophie des Lumières ». Quesnay a collaboré à l'Encyclopédie de Diderot. Mais la philosophie française du 18ème siècle a plusieurs visages, et les physiocrates en présentent une face particulière, que l'on pourrait qualifier de réactionnaire. En réaction contre le pragmatisme mercantiliste, les physiocrates affirment de grands principes: la Nature, le Droit, l'Ordre. Les physiocrates croient en la Raison. Mais ils exaltent en l'homme le pouvoir de connaître, plutôt que celui d'agir. Découvrir la Loi naturelle pour la respecter et s'y soumettre, tel est leur idéal: non point exalter le pouvoir des hommes sur et contre la nature. Pour les physiocrates, la noblesse de l'homme est de pouvoir pénétrer des desseins qui le dépassent, et de concourir à leur réalisation par un comportement obéissant. En 1763 se termine, par la défaite de la France et par la perte de ses colonies, une période de guerres longues et onéreuses. Le gouvernement se trouve en butte à de graves difficultés financières. La crise sociale et politique commence à apparaître, d'où sortira la Révolution. **Le retour à la terre**, que prêchent les physiocrates, est un réflexe classique des périodes de ce genre. Après tant d'efforts réduits à néant pour étendre au-dehors la puissance nationale, il ne reste plus qu'à se remettre à cultiver son champ. Les prédications physiocratiques pour le retour à la terre traduisent l'angoisse de l'Ancien Régime chancelant sous les fastes frelatés de la cour de Louis XV.

3.2. L'agriculture la liberté économique

La politique de Colbert et de ses successeurs avait été industrialiste, et interventionniste. L'industrie mercantiliste avait engendré le déclin de l'agriculture française, dont une série de mauvaises récoltes était venue aggraver les fâcheux effets, tandis que la population s'accroissait. Les physiocrates exalteront l'agriculture à l'encontre de l'industrie. D'autre part, l'interventionnisme colbertiste avait abouti à un excès de réglementation qui étouffait les initiatives et paralysait la production comme le commerce. Ici encore les physiocrates vont prendre le contre-pied des mercantilistes. Ils seront libéraux, ils seront les premiers libéraux de l'histoire des doctrines économiques. Et ils appuieront leur libéralisme

moins sur une analyse des mécanismes de marché de concurrence que sur une philosophie naturaliste et providentialiste, sur une doctrine de l'Ordre naturel.

Le fondement de l'ordre économique naturel est l'harmonie des intérêts. Propriété individuelle, liberté des échanges, poursuite par chacun de son intérêt personnel, abstention de l'Etat en matière économique, tels en sont les éléments essentiels. Libre de produire comme il l'entend, de vendre à qui il veut au prix le plus élevé qu'il peut obtenir, l'agriculteur se décidera à faire à la terre les avances généreuses dont elle a besoin. Le produit net sera accru, et c'est sur le produit net de la terre que vit la classe stérile et que reposent les finances publiques. La liberté économique signifie donc le bonheur pour tous, et la prospérité du souverain.

3.3. Le tableau économique

Le tableau économique de Quesnay décrivait la circulation de la richesse entre les classes des agriculteurs, de celles des propriétaires fonciers et de celles de la classe urbaine (classe stérile). C'est de l'activité de la classe productive (les agriculteurs exploitants) que vivent les deux autres. Non seulement, cette classe pourvoit à son propre entretien, mais elle fait encore des « avances » à la terre, et verse au propriétaire du sol un fermage qui représente le produit net. Les physiocrates insistent beaucoup sur les avances que les agriculteurs font à la terre: « avances primitives » (dépenses d'entretien, achat du bétail et du matériel d'exploitation) et « avances annuelles » (semences, engrais). La classe que les physiocrates appellent stérile comprend les artisans, les commerçants, les fonctionnaires et les gens de professions libérales. Ils ne sont pas inutiles, mais ils ne produisent pas plus de valeur qu'ils n'en dépensent. Reste enfin la classe des propriétaires fonciers que les physiocrates mettent sur le piédestal. C'est le propriétaire, à l'origine, qui a consenti à la terre les « avances foncières », et pris l'initiative et supporté la charge du défrichement du sol et de son aménagement pour la culture. Or la terre, c'est la nature, et la nature, c'est Dieu. Et le propriétaire est le symbole même de l'harmonie providentielle des intérêts. Tandis qu'il poursuit le sien propre – qui est d'accroître le produit net – il assure du même coût la prospérité de toutes les classes de la société.

Donc le produit net de l'agriculture est la seule source des avances foncières et des revenus du souverain. Il faut accroître le produit net. Comment cela? La solution c'est la liberté du commerce des grains à l'intérieur et à l'extérieur. Ils attendent d'abord l'unification et la stabilisation du prix du blé. Mais aussi son élévation. La liberté du commerce permettra l'avènement de ce qu'ils appellent le « bon prix »: le prix rémunérateur, qui permet au propriétaire de demander des fermages élevés. Le résultat des politiques mercantilistes (interdiction d'exporter du blé, politique de bas salaires pour limiter les coûts de production des biens exportés) est qu'à l'époque le prix du blé en France était inférieur aux prix pratiqués dans presque tout le reste de l'Europe. Rendre la liberté au commerce des grains, cela signifie donc essentiellement, en ce temps-là, rétablir les exportations des céréales, et par conséquent permettre aux prix français du blé de rejoindre les prix européens.

Chapitre 04 : L'école classique

Le courant classique du 18^{ème} siècle, est caractérisé par une évolution radicale des mentalités, des valeurs, des techniques et des processus économiques. Il s'agit de ce que l'on appelle la première révolution industrielle. La puissance économique réside davantage dans la détention de biens de production que dans la sphère des échanges. C'est en Angleterre, première grande puissance à l'époque, avec Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766 - 1834), David Ricardo (1772 -1823) ; puis en France avec Jean Baptiste Say (1767 - 1832) que naît la pensée libérale classique.

4.1. Les postulats de l'école classique

Malgré la diversité des auteurs et des idées, les économistes classiques parviennent à forger une analyse qui repose sur quelques grands principes.

4.1.1. L'individualisme des agents économiques

L'individu est un être **rationnel**, il est le seul capable de juger et de décider ce qui est bon pour lui. L'interventionnisme de l'Etat, même à but louable, est donc pervers dans ses conséquences. Chaque individu poursuit son intérêt particulier par la maximisation des satisfactions et la minimisation de l'effort.

4.1.2. L'affirmation de la liberté économique

Le modèle de *l'homo oeconomicus* justifie en retour le **libéralisme économique**. La propriété privée des moyens de production est une garantie de la liberté. Le marché constitue le régulateur le plus efficace de l'activité économique (on parle également de socialisation par le marché). La recherche de l'intérêt individuel permet de réaliser l'intérêt général car il existe une **main invisible** (le marché) qui guide les passions individuelles vers le bien de tous : « *Ce n'est pas la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage* » (Smith, 1776, [1991, p. 82]).

4.1.3. La permanence de l'équilibre économique

Un système économique conduit par le principe de la liberté économique tend naturellement vers l'équilibre. Lorsque celui-ci n'est pas réalisé, les prix s'ajustent à la hausse ou à la baisse. La Loi des débouchés de Jean-Baptiste Say stipule que : « *toute offre crée ses débouchés* », c'est-à-dire que l'offre crée une demande équivalente.

4.2. Classiques optimistes et classiques pessimistes

4.2.1. L'optimisme chez Smith et Say

❖ La main invisible :

L'harmonie des comportements humains n'est plus liée à un ordre naturel et divin, à la Providence, mais elle est le résultat inattendu, parce que non recherché, des comportements individuels libres et autonomes, individus à la recherche de leurs intérêts individuels. Peut-on faire confiance à des individus « égoïstes »? Est-ce là un fondement stable pour le fonctionnement de la société? La philosophie utilitariste fournit la réponse suivante: « *les vices privés font la vertu publique* », dit autrement la somme des intérêts particuliers est égale à l'intérêt général. Comment cela est-il possible? Par l'action d'une main invisible qui remplace la main de Dieu (la Providence). Pour Adam Smith c'est la division du travail qui pousse les individus à échanger, et l'échange a une vertu: il permet une coordination spontanée d'individus à la recherche de leurs intérêts particuliers. L'intérêt général, ce n'est que la somme des intérêts particuliers.

La réponse du libéralisme politique consiste à mettre en place un Etat de droit; la réponse du libéralisme économique consiste à laisser faire les individus (échanges libres, rôle du marché, importance de la concurrence pour empêcher l'existence de pouvoirs de marché). Le libéralisme s'oppose donc à l'idée selon laquelle il est nécessaire d'avoir un Etat fort pour faire « tenir » la société.

❖ La division du travail chez Smith :

Smith a visité une manufacture où l'on fabriquait des épingles. Dans la production ce petit objet en apparence si simple, il a admiré la complexité de la spécialisation des tâches. Et le premier livre chante la division du travail. D'autre part, Smith célèbre les bienfaits non seulement de la spécialisation technique des tâches, mais surtout de la division économique des entreprises qu'il explique par une propension naturelle à l'échange, caractéristique selon lui de l'espèce humaine. Avec l'école classique, la science économique deviendra la science des échanges, ou comme on dit parfois « catallactique ». Les richesses, pour lui, cela ne veut pas dire de l'argent, mais des biens.

Pour Smith, il y a une double relation entre la division du travail et l'échange et il existe un effet retour entre les capitaux avancés et la division du travail.

❖ La loi des débouchés de Say :

Pour Say dans Le Traité d'économie politique (1803), « l'économie enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés ». En d'autres termes, l'économie étudie la production, la consommation et la répartition des richesses. Il existe un agent économique qui permet d'augmenter la taille des marchés, c'est l'entrepreneur-producteur. Il augmente l'offre et permet plus de croissance. La Loi de Say énonce l'idée selon laquelle, toute offre crée sa propre demande. La production nécessite des facteurs de production qui sont rémunérés parce que la production est vendue, or

pour vendre la production, il faut que ces revenus tirés de la production soient consommés et (épargnés puis) investis. Dans le cadre de cette analyse, Say prolonge l'idée smithienne de la main invisible: « *le marché est l'institution la plus efficace pour chercher le bonheur de tous* » et l'idée physiocrates de flux à travers un circuit. Ce qui découle de la loi de Say, c'est l'idée selon laquelle l'allocation par le marché ne peut jamais connaître de crise.

4.2.2. Le pessimisme chez Ricardo et Malthus

❖ La loi de la population de Malthus :

Le schéma de la perspective malthusienne est célèbre. L'instinct qui pousse les hommes à se reproduire est impérieux. Si le rythme de la reproduction reste constant, la population tend à s'accroître selon une progression géométrique. Or, les subsistances ne sauraient croître aussi rapidement, au mieux selon une progression arithmétique. Il y a donc une tendance constante de la population à devancer les progrès des subsistances. Malthus écrit: « *un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne peut le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture; il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. La nature lui demande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution* ». C'est Malthus qui le premier a montré dans l'activité économique une lutte entre les hommes avides et la nature avare où les théoriciens les plus modernes voient encore le principe spécifique de notre discipline.

❖ L'état stationnaire chez Ricardo :

David Ricardo dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* qui paraîtront en 1817 on distingue deux parties. D'abord une analyse de l'économie interne, qui est essentiellement une théorie dynamique de la répartition, inspirée surtout de Malthus et pénétrée de pessimisme. Ensuite, une doctrine du commerce extérieur, radicalement libre échangiste, qui repose sur une théorie statique des échanges internationaux, que Smith inspire et qui respire l'optimisme. La théorie ricardienne de l'économie interne est presque exclusivement une théorie de la répartition des revenus. Si Ricardo se préoccupe presque exclusivement de la répartition des richesses, c'est surtout pour en supputer l'avenir. Il est certain, d'abord, que le salaire ne saurait rester longtemps inférieur au minimum nécessaire à la subsistance ouvrière: car cette situation provoquerait une certaine mortalité ouvrière; l'offre de travail en serait réduite et le salaire tendrait à remonter. Mais pourquoi le salaire ne pourrait-il demeurer au-dessus du minimum nécessaire à la subsistance ouvrière ? Serait-ce qu'une augmentation de l'offre de travail s'ensuivrait nécessairement, provoquant une baisse des salaires? Oui pour Ricardo, parce que Ricardo accepte la doctrine de Malthus; parce qu'il croit à la nécessaire pression de la population sur les subsistances. La loi ricardienne des salaires repose sur le principe malthusien de la population.

Le profit est le revenu du capitaliste. Le profit est égal à la différence entre le coût et le prix. Pour qu'il y ait profit, il faut donc qu'il y ait un excédent du prix sur le coût. Pour expliquer ce revenu sans travail qu'est le profit, il faut recourir à la valeur-travail. Une table qu'il a fallu une journée de travail pour construire vaut, en travail, une journée. Mais le salaire

d'une journée de travail ne vaut pas une journée de travail. Il vaut le nombre d'heures de travail nécessaire pour produire la subsistance d'un ouvrier pendant une journée. Entre ces deux quantités de travail totalement indépendantes l'une de l'autre, il y a la place pour une différence : le profit du capitaliste.

La rente de chaque terre cultivée correspond exactement à l'économie de travail qu'entraîne l'excédent de sa fertilité sur celle de la terre moins fertile effectivement mise en culture. Ainsi, le revenu foncier, pour Ricardo, est un revenu différentiel. La rente témoigne de la rareté des terres fertiles.

La population augmente: il en résulte que de nouvelles terres, moins fertiles, devront être emblavées. La valeur du blé s'élèvera et toutes les terres verront leur rente s'accroître. Le prix du blé s'élevant, les salaires, dont la norme est une quantité fixe d'aliments devront s'élever eux aussi. Ils s'élèveront en valeur nominale, sans que la condition ouvrière soit améliorée. Ce qui baisse se sont les profits. Le capitaliste paie plus cher son propriétaire, il paie plus cher le blé qu'il consomme, il paie plus cher ses ouvriers, tandis que la valeur de ses produits n'a pas de raison de changer. Le profit est progressivement comprimé dans un étai qui se resserre sans cesse. Ricardo pose une loi tendancielle de la baisse continue des profits. Quand la hausse des salaires aura absorbé une part telle des profits que ceux-ci seront désormais insuffisants pour stimuler l'esprit d'entreprise, l'évolution devra s'arrêter.

❖ **Le libre-échange chez Ricardo :**

La doctrine ricardienne des échanges extérieurs est toute smithienne d'esprit, elle illustre le principe de l'harmonie naturelle des intérêts; mais sa forme hypothétique, logique, rigoureuse, porte bien la marque de son auteur. Ricardo entreprend une apologie serrée du libre-échange. Lui objecte-t-on que l'Angleterre produit toutes choses à des coûts réels plus élevés que ses concurrents? Ricardo répond par sa célèbre théorie des « coûts relatifs », et démontre que même un pays handicapé pour la fabrication de toutes les marchandises n'en a pas moins intérêt à se spécialiser dans les productions où il l'est le moins, à s'approvisionner à l'étranger des autres marchandises. Ainsi les intérêts de toutes les nations convergent: le commerce international est avantageux pour les unes comme pour les autres. Craint-on que le libre-échange ne fasse sortir d'Angleterre l'or qui s'y trouve, jusqu'à l'épuisement (c'est le vieux cauchemar des mercantilistes)? Ricardo répond par la théorie de l'équilibre automatique de la balance des comptes. Un déficit permanent de la balance est inconcevable. Si l'Angleterre commence par importer plus de marchandises qu'elle n'en exporte, l'or sortira d'Angleterre, et affluera chez ses fournisseurs. Mais il en résultera, en vertu de la théorie quantitative de la monnaie, une baisse des prix et des salaires anglais, une hausse des prix et des salaires dans les nations voisines. Par-là les exportations anglaises seront encouragées, les importations découragées. L'équilibre tendra à se rétablir lui-même. Telles sont les deux grandes lois sur lesquelles Ricardo fonde sa revendication de l'abolition des droits de douane. Les lois du commerce international ne sont point seulement une théorie : mais une arme, que Ricardo brandit au Parlement, et qu'après lui ses disciples manieront contre le protectionnisme; elle emportera la victoire en 1846, et fera de l'Angleterre la patrie du libre-échange.

4.3. La théorie de la valeur chez les classiques

4.3.1. La valeur chez Smith

Pour déterminer comment se fixe la valeur d'une marchandise, Smith montre qu'il est nécessaire de distinguer la valeur d'usage et la valeur d'échange. La valeur d'usage est liée à la satisfaction que la marchandise procure au consommateur. Elle est donc subjective, spécifique à chaque bien. Il montre que la valeur d'usage ne peut servir de fondement robuste à la théorie de la valeur. Il s'appuie pour cela sur **le paradoxe de l'eau et des diamants**: la valeur d'usage de l'eau est importante mais comme elle demande très peu de travail pour être obtenue, sa valeur d'échange est nulle alors que c'est l'inverse pour le diamant. La valeur d'échange, pour sa part, détermine les conditions dans lesquelles une certaine quantité d'une marchandise peut être échangée contre une quantité déterminée d'une autre marchandise; c'est une conception objectivée de la valeur. Plus précisément, pour Smith, la valeur d'échange est un pouvoir d'acquisition d'autres marchandises: elle détermine ainsi le prix relatif entre deux marchandises. Smith considère que le fondement économique de la valeur d'échange est la quantité de « **travail commandé** » nécessaire à la production de la marchandise. Smith place ainsi l'échange au centre de son raisonnement: la valeur d'une marchandise dépend d'une capacité d'achat. Ainsi, « la richesse est un droit de commandement sur le travail d'autrui ou sur le produit de son travail » (Smith).

4.3.2. La valeur chez Ricardo

Ricardo complète la théorie de la valeur travail. L'évaluation du prix d'un bien est bien déterminée par le travail nécessaire pour le fabriquer. Mais il y ajoute également le **travail incorporé** qui est nécessaire à la fabrication des biens de production.

4.3.3. La valeur chez Say

Pour Say, le principe de la valeur n'est point le travail mais l'utilité. Une perle trouvée par hasard sur la plage ne représente aucun travail. Elle a de la valeur parce qu'elle est utile: c'est-à-dire parce qu'elle répond à un désir des hommes. Mieux pourtant que la thèse anglaise de la valeur-travail, la doctrine de la valeur-utilité de Say désigne à la pensée économique les chemins de son avenir.

Chapitre 05 : Le courant Marxiste

Pour Marx, l'évolution de la pensée et de la société humaine, suit donc une course dialectique. Plusieurs modes de productions (féodalisme, esclavagisme, capitalisme...) se succèdent. Chaque mode se heurtant à un moment donné aux contradictions entre les institutions et les forces productives, qui trouvent leur résolution dans le mode qui leur succède. À terme, ces contradictions doivent, par l'action consciente de l'Humanité (et du prolétariat en particulier), se réconcilier dans une synthèse : le communisme.

5.1. La théorie de la valeur chez Marx

Pour Marx toutes les marchandises ont à la fois des valeurs d'usage et des valeurs d'échange. Comme Ricardo, Marx considère que la valeur d'un objet est proportionnelle à la quantité de travail qu'il incorpore. Une marchandise est donc une valeur travail. Mais Marx est bien conscient qu'on pourrait lui objecter que, le travail d'un manœuvre n'est pas comparable avec celui d'un ouvrier très qualifié ou d'un ingénieur, il est impossible de quantifier le travail contenu dans une marchandise. Autrement dit, le travail n'étant pas homogène, il ne pourrait pas constituer un étalon. Pour lever cette difficulté due aux différences qualitatives du travail et pour qu'il soit un bon instrument de mesure de la valeur, Marx précise que la valeur d'une marchandise doit être mesurée par le « **temps de travail socialement nécessaire** ». C'est la durée de travail que la production nécessite en moyenne compte tenu des conditions d'habileté et du niveau de développement de la société. Donc, le travail qui permet de mesurer la valeur est un « travail abstrait » différent du « travail concret » qui a effectivement servi à produire le bien considéré. Pour parfaire son analyse de la valeur travail, Marx distingue aussi le « travail direct » et le « travail indirect » ou « travail mort ». Le premier est celui du ou des ouvriers qui ont participé à la fabrication de la marchandise. Le second est celui qui est incorporé dans tous les équipements, les machines, les articles consommés dans l'acte de production de la marchandise. Le travail humain n'est pas, en effet, le seul facteur de production. Elle exige aussi du capital et des consommations intermédiaires. Or, ces moyens de production sont eux-mêmes le résultat d'un travail qui a été réalisé au cours des phases antérieures à la production de la marchandise. La valeur d'un objet se compose donc du travail direct que sa production a nécessité et du travail indirect qu'a nécessité la fabrication des machines, outils et fournitures utilisées au cours de sa production.

Le travail est donc à la fois le fondement et la mesure de la valeur. Mais là ne réside pas l'originalité de l'apport de Marx car, sur ce point, il ne fait qu'approfondir la théorie ricardienne. Sa principale innovation réside dans l'application de la loi de la valeur à une marchandise particulière, la force de travail. Cette expression désigne « l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles » (Marx, *Le Capital*, Livre 1).

La force de travail, comme toute marchandise, est une valeur d'usage car, quand elle est mise à la disposition d'un capitaliste, elle a une utilité, elle permet de créer des produits et de la valeur. Elle est aussi une valeur d'échange qui s'exprime par le salaire. Marx assimile

ainsi le salariat à un achat par le capitaliste, non du travail du salarié, mais de sa force de travail ou de sa capacité à travailler. En effet, dans le système du salariat, les travailleurs sont contraints de vendre à des employeurs leur force de travail pour, en échange, percevoir un salaire et survivre. Comment est fixé le niveau du salaire dans une économie? Rappelons que le salaire est pour Marx le prix de la force de travail et que celle-ci est une marchandise. Donc, comme toute marchandise, la force de travail est payée à sa valeur d'échange. Autrement dit la valeur de la force de travail est la quantité de travail socialement nécessaire pour produire cette force de travail, c'est-à-dire pour produire les biens et services dont l'ouvrier a besoin pour vivre et faire vivre sa famille. Le salaire doit en effet permettre l'entretien et le remplacement de la force de travail, c'est-à-dire qu'il doit être suffisant pour faire vivre le travailleur, sa famille et ses enfants.

5.2. La plus-value

Marx explique qu'au cours du processus de production, l'ouvrier vend sa force de travail et perçoit un salaire. Il travaille et crée des marchandises dont la valeur est supérieure à celle de sa rémunération (sur-travail). L'emploi de la force de travail donne aux capitalistes, la possibilité de s'approprier une plus-value. Les salariés, eux, sont privés d'une partie des richesses qu'ils ont créées, ils sont spoliés et exploités. C'est pourquoi les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat sont contradictoires. Les profits des uns s'obtiennent par l'exploitation des autres.

L'usage de la force de travail est, pour Marx, l'unique source de la plus-value, même si la production exige, outre le travail humain, des machines, des outils ou des matières premières. Il considère que ces autres facteurs de production ne contribuent pas de la même façon à la création de valeur lors du processus de production. Pour lui, seul l'ouvrier crée plus de valeur qu'il n'en coûte. En revanche, la valeur des autres moyens de production est uniquement transmise au cours du processus de production aux marchandises nouvellement créées. Si on utilise une livre de coton qui coûte un shilling, son utilisation ajoute au produit une valeur de 1 shilling. Cette valeur de 1 shilling est une simple reproduction, non une création. On peut appliquer le même raisonnement à une machine de 1000 livres qui s'userait en 1000 jours. Son emploi quotidien transmet une valeur d'une livre.

Marx distingue ainsi le capital variable et le capital constant. Il appelle capital variable la partie du capital des entreprises qui sert à rémunérer la force de travail, qui sert au paiement des salariés. Cette partie du capital contribue en effet à faire varier, en l'occurrence à faire augmenter, la valeur totale. Il appelle capital constant la partie du capital des entreprises qui correspondent aux machines, aux consommations intermédiaires, car elle n'est pas créatrice de la valeur.

5.3. Les contradictions internes du capitalisme

5.3.1. L'accumulation du capital

L'accumulation du capital est le processus qui permet d'augmenter le stock de capital initial par l'investissement, c'est-à-dire par l'utilisation productive d'une partie de la plus-

value réalisée. Plus le capitaliste transforme en capital une partie importante de sa plus-value, plus l'accumulation sera forte et plus il s'enrichira. Pour pouvoir accumuler du capital, il doit vendre ses marchandises et retransformer en capital une partie de l'argent ainsi obtenu. Par conséquent, il ne doit pas consommer pour ses propres besoins l'intégralité de sa plus-value. Il ne peut en faire qu'une consommation partielle pour procéder à un réinvestissement.

Selon Marx, l'accumulation du capital se fait le plus souvent avec une diminution de la composition organique du capital. Par exemple, les entreprises se concentrent et se mécanisent. Elles substituent du capital constant au capital variable. Leur demande de travail baisse donc tandis qu'augmente le chômage. Il y a alors un excès de travailleurs par rapport aux besoins de l'économie. Marx qualifie cette surpopulation de relative. L'adjectif relatif s'oppose à celui d'absolu qu'utilisait Malthus pour caractérisait la surpopulation quand le nombre d'habitants d'un pays excède les moyens de subsistance disponibles. La surpopulation relative s'explique, elle, par l'accumulation importante du capital qui ne permet plus d'utiliser toute la population active. Elle contribue d'ailleurs à son tour à l'accumulation puisqu'elle a créé une « armée de réserve industrielle » qui fait baisser les salaires, qui donc fait augmenter la plus-value et ainsi les possibilités d'investissement.

5.3.2. La baisse tendancielle du taux de profit

Le capitalisme connaît, comme les classiques l'avaient perçu, une tendance à la baisse du taux de profit. La définition du taux de profit permet à Marx de définir son évolution tendancielle. Nous savons que du fait de la concurrence, le capitaliste doit recourir aux innovations techniques et les incorporer à son organisation, qu'il est conduit à accroître la part de son capital constant. Proportionnellement, il augmente ainsi plus vite que le capital variable. Or, seul le capital variable est créateur de valeur. Donc, l'accumulation du capital fait augmenter la masse totale du profit, mais fait diminuer le taux de profit. En effet, si v et si pl/v restent stables, l'augmentation de c conduit à une décroissance du rapport $pl/(c+v)$. Le taux de profit baisse donc au fur et à mesure de la modification de la composition organique du capital. Marx exprime ainsi sa loi: « *La croissance progressive du capital constant, par rapport au capital variable, doit avoir nécessairement pour résultat une chute graduelle du taux de profit général, à supposer que les taux de plus-value ou d'exploitation du travail par le capital restent constants.* » C'est pour Marx une loi économique très importante puisqu'elle lui permet de montrer que le système capitaliste devient à terme un obstacle au développement économique. Il est condamné à s'autodétruire du fait même de ses propres lois de fonctionnement.

Chapitre 06 : L'école Néoclassique

L'économie théorique a été renouvelée par la découverte en 1871 de la notion d'utilité marginale. Cette découverte – chose curieuse – trois auteurs l'ont faite à peu près simultanément, en trois pays différents, et tout à fait indépendamment les uns des autres: l'Anglais Stanley Jevons, le Français Léon Walras (qui enseignait à Lausanne); et le professeur viennois Karl Menger. Un individu qui consomme plusieurs doses successives d'un même bien économique trouve à la consommation de chacune d'elles une satisfaction décroissante; or, c'est la satisfaction que procure la dernière dose consommée – la moins utile – qui détermine la valeur du bien. Tel est le principe qui domine toute la théorie économique moderne. Il renouvelle toutes les perspectives de la pensée économique. Les controverses désormais n'ont plus de raison d'être, qui opposaient jusqu'alors les partisans de la valeur utilité (comme Jean-Baptiste Say), les partisans de la valeur travail (Ricardo) et les partisans de la valeur rareté (Auguste Walras). Il n'y a plus à choisir entre ces différents fondements de la mesure de la valeur, puisqu'un seul concept les inclut tous les trois. L'utilité marginale, c'est en effet une mesure psychologique de la valeur; mais qui dépend de la quantité de produits consommés; laquelle dépend elle-même de leur coût (dont le travail). A partir de la découverte marginaliste, on peut considérer comme résolu le problème de la valeur. Et la théorie économique est dotée d'un instrument nouveau, aux destinées incalculables: l'analyse à la marge.

6.1. L'analyse marginaliste

Le point de départ des travaux marginalistes est l'étude du comportement du consommateur. Ils considèrent que le consommateur a des préférences (des goûts); qu'en fonction de ses préférences, il cherche à obtenir la satisfaction la plus grande possible compte tenu de ses contraintes (contrainte monétaire, temps, etc.) ; qu'il est capable de réaliser un calcul coût-avantage qui lui apporte la satisfaction la plus grande possible. Ce calcul « des plaisirs et des peines » nécessite l'utilisation de deux hypothèses: d'une part, l'utilité retirée de la consommation d'un bien est décroissante avec la quantité consommée (loi de Gossen), et, d'autre part, le consommateur est rationnel. Si l'utilité est décroissante, cela signifie que plus l'individu consomme une quantité importante d'un bien, plus la satisfaction retirée par la dernière unité consommée baisse. Dit autrement, la valeur que le consommateur accorde à ce bien baisse et il sera prêt à payer un prix de moins en moins élevé pour en consommer davantage. En fonction des préférences du consommateur et des contraintes de budget (revenu et prix) il est donc possible de construire un modèle qui rende compte de son comportement. La construction de ce modèle s'appuie également sur l'hypothèse de rationalité. Cette rationalité est à la fois une rationalité cognitive: le consommateur sait exactement à l'avance les conséquences de tous ses choix possibles en termes de satisfaction, et une rationalité instrumentale: le consommateur utilise au mieux ses moyens. En combinant ces deux rationalités, l'agent économique fait les meilleurs choix possibles, c'est-à-dire ceux qui permettent d'éviter tout gaspillage compte tenu 1) de l'objectif recherché; 2) des ressources (contraintes) à sa disposition. Les marginalistes se servent de la figure de, ce que l'économiste

néoclassique Pareto va appeler plus tard « l'homo oeconomicus ». L'homo oeconomicus est celui qui grâce à un calcul rationnel sait le mieux utiliser ses moyens pour atteindre ses fins.

On remarque que dans cette démarche les économistes ne cherchent pas à rendre compte des goûts (des préférences) qu'ils considèrent comme donnés et exogènes au modèle (et éventuellement dont l'étude relève d'autres sciences sociales) mais à rendre compte du processus de décision. La question sur laquelle ils se penchent n'est pas « pourquoi mangent-ils des pommes? » mais « comment prennent-ils la décision d'en manger plus ou moins (compte tenu du prix des pommes et de l'existence d'autres biens substituables comme les poires) ? ». Comme nous l'avons déjà souligné, pour rendre compte du comportement des agents économiques, les marginalistes utilisent des modèles mathématiques simplifiés qui expriment les préférences des individus et intègrent la contrainte budgétaire (revenu et prix des biens), à partir desquels ils mettent en place des calculs d'optimisation (maximisation de la satisfaction compte tenu de la contrainte budgétaire ou bien minimisation de la dépense compte tenu d'une contrainte de satisfaction attendue). Les marginalistes s'intéressent alors aux modifications de comportements qui proviennent de variations d'un des éléments de la contrainte budgétaire : le prix d'un des biens ou le revenu.

6.2. L'équilibre Partiel et l'équilibre général

L'objectif de Walras est de déterminer le système de prix relatifs et de quantités échangées des biens lorsqu'une économie de concurrence pure et parfaite est à l'équilibre général. Cette caractérisation de l'économie recouvre trois aspects:

Le premier est *la concurrence pure et parfaite*. La légitimité de cette hypothèse n'a rien à voir avec son réalisme. Il s'agit simplement de décrire l'économie d'une façon qui traduise par excellence la liberté des agents et leur égalité de statut dans leur capacité à contracter. La concurrence (pure et) parfaite se définit moins par ses conditions (grand nombre d'agents, libre entrée et sortie sur les marchés, homogénéité du bien, information parfaite etc.) que par leur conséquence : aucun agent individuel n'est supposé avoir d'influence sur les prix. Cela ne signifie pas qu'il soit inactif: il dispose d'une variable de contrôle, la quantité qu'il offre ou demande de chaque bien. Cela ne signifie pas non plus que, pris ensemble, les offreurs et demandeurs des biens n'ont pas d'influence sur leurs prix: au contraire, c'est leur rencontre qui les détermine. Mais aucun agent individuel n'a le pouvoir de fixer ou d'influencer le prix. Ce régime de concurrence se distingue de la concurrence imparfaite au sens le plus général, où, pour quelque raison que ce soit, un agent ou un groupe particulier d'agents peut, comme on dit dans la littérature moderne, « faire le prix ».

Le deuxième aspect est *l'équilibre de marché*. Celui-ci est réalisé pour un bien lorsqu'il n'existe aucune force endogène susceptible de modifier le prix, qui est ainsi le prix d'équilibre. Puisque c'est le rapport entre l'offre et la demande du bien qui fait varier son prix, l'équilibre de marché se définit par l'absence d'une offre ou d'une demande excédentaire. Comme l'offre et la demande sur le marché d'un bien résultent de l'agrégation des offres et des demandes individuelles respectives, cette condition signifie que chaque agent est lui-même en équilibre, puisqu'il écoule exactement la quantité qu'il offre au prix d'équilibre ou obtient exactement la quantité qu'il demande à ce prix. Le troisième aspect est

l'*équilibre général*. Il désigne l'état d'une économie dans lequel, non seulement tous les marchés sont en équilibre, mais encore leur *interdépendance* est explicitement analysée. Cette méthode diffère ainsi de l'analyse en équilibre partiel. En équilibre partiel, chaque marché est étudié *ceteris paribus*, sous l'hypothèse que tous les autres marchés sont et demeurent en équilibre, quoiqu'il arrive sur le marché considéré. La rationalité de l'agent individuel étant un choix sous contrainte, il va de soi qu'une offre ou une demande adressée à un marché a un effet sur les autres marchés. Mais l'on suppose qu'il est possible d'une part de séparer cet effet (et donc aussi les effets que ce marché subit en provenance des autres), et d'autre part les phénomènes propres au marché considéré. Il en va tout autrement en équilibre général: les offres et les demandes dépendent de tous les prix (et revenus, qui sont eux-mêmes des prix) déterminés dans l'économie. Les équilibres de marché ne sont plus juxtaposés mais interdépendants.

6.3. L'équilibre de marché est un optimum de Pareto

L'équilibre de concurrence parfaite, après que les offres et les demandes aient été satisfaites, se traduit par une répartition des ressources entre les agents économiques. D'où la question, inévitable: cette répartition est-elle « bonne », d'une façon ou d'une autre? La réponse est: oui, du moins si on compare les états de l'économie selon un critère précis, le critère de Pareto. A quelques réserves près, on peut même dire que les équilibres de concurrence parfaite sont des « optimums » selon ce critère (on dit alors qu'ils sont des *Optimums de Pareto*). Ils représentent par conséquent des affectations des ressources souhaitables, une *norme* vers laquelle il faut tendre.

L'importance donnée à la concurrence parfaite – plus précisément, à ses équilibres – est alors justifiée par son rôle de norme : le modèle désigne ce qui doit être, et pas forcément ce qui est.

Les équilibres de concurrence parfaite ne sont toutefois des optimums de Pareto que si certaines hypothèses sont vérifiées – essentiellement l'existence d'un système complet de marchés. Ainsi, ils ne le sont plus s'il existe des *effets externes* (ou des *externalités*). Dans une perspective normative, le théoricien s'intéresse alors aux politiques à mettre en œuvre pour pallier les inconvénients qui résultent de la présence d'externalités négatives – ou pour favoriser les externalités positives. Ce chapitre traite de toutes ces questions, dont les théoriciens néoclassiques disent qu'elles relèvent de l'« économie du bien-être » (*welfare economics*), le bien-être concernant ici la société dans son ensemble.

6.4. Les défaillances de marché

On dit qu'on est en présence d'effet externe ou d'externalité, lorsque les activités d'un (ou plusieurs) individu(s) ont un effet sur le bien-être (ou le profit) de certains autres, sans qu'il y ait de transactions délibérées, ou marchandes, entre eux.

La présence d'effets externes implique une affectation des ressources sous-optimale au sens de Pareto. L'exemple de l'entreprise polluante permet d'en donner une illustration. Supposons que les personnes affectées par des émissions nocives se cotisent pour y mettre fin

– ou pour les limiter –, en finançant la mise en place de filtres ou d’autres dispositifs appropriés. Si le gain en bien-être qui en résulte pour elles l’emporte sur la perte due au paiement de la cotisation, alors la situation des populations s’améliore, sans que celle de l’entreprise se détériore (puisque l’opération ne lui coûte rien). On parvient ainsi à une affectation des ressources supérieures, selon le critère de Pareto, y compris si la situation de départ est un équilibre de concurrence parfaite. Celui-ci n’est donc pas un optimum de Pareto.

Dans les présentations usuelles de la théorie néoclassique, les effets externes sont présentés comme une « défaillance des marchés », puisqu’ils empêchent que l’équilibre de concurrence parfaite – assimilé au « marché parfait » – soit un optimum de Pareto. Dans une perspective clairement normative, l’attention porte alors sur les politiques à mettre en œuvre pour « rétablir l’optimalité ».

Une façon de résoudre le problème des effets externes consisterait donc à « créer des marchés » là où il n’y en a pas, en attribuant un prix aux biens (nuisances) à l’origine de ces effets et en le faisant varier en fonction des offres et des demandes (de concurrence parfaite) qu’il suscite. Si ces biens ont, cependant, d’un traitement particulier, y compris sur le plan théorique, c’est forcément parce qu’ils sont d’une nature différente de celle des autres. Cette différence tient généralement au fait que de tels biens sont *collectifs*, car ils peuvent être utilisés (ou subis) simultanément par plusieurs individus (contrairement aux biens privés, qui sont consommés par une seule personne). L’air pur de notre exemple est un bien collectif, puisqu’un ciel pollué profite à tout le monde.

Chapitre 07 : Le courant keynésien (le Keynésianisme)

Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique. En outre, l'État a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Toutefois l'importance de ce rôle varie avec les courants keynésiens et avec les traditions étatiques des différents pays. Les courants dominants actuels sont la synthèse néo-classique nommée aussi néo-keynésianisme et la nouvelle économie keynésienne. L'influence du post-keynésianisme est plus limitée mais non négligeable dans certains pays, notamment en France. Cette école se place en opposition radicale aux principaux courants actuels et veut conserver les aspects les plus contestataires et hétérodoxes du keynésianisme.

7.1. Le raisonnement macroéconomique

C'est seulement la crise de 1930 qui a donné le branle à cette révolution scientifique que nous qualifions macroscopiste, et que la seconde guerre mondiale devrait précipiter et consommer. Alors que toutes les théories économiques antérieures étaient, surtout depuis Walras, axée sur l'idée d'équilibre, la « grande dépression » impose à l'attention son contraire: le déséquilibre. Le déséquilibre, dont la grande dépression offre à l'économiste le spectacle, est un déséquilibre global. Ce qui frappe l'observateur c'est le défaut d'ajustement d'un petit nombre de grandes masses, telles que le revenu distribué et la demande effective, la main d'œuvre disponible et l'emploi, l'épargne et l'investissement, etc... Le déséquilibre conjoncturel se présente comme un phénomène de masse. L'économiste lui cherchera une explication de type globaliste. Et l'on assiste alors à un complet retournement de la direction même de l'effort théorique. Depuis les classiques l'économiste s'était efforcé de forger des loupes de plus en plus grossissantes, afin de pouvoir saisir des phénomènes de plus en plus petits. Il entendait isoler l'atome de sa matière d'étude. Des classes d'agents économiques sur lesquelles raisonnait Ricardo à l'individu, seul centre de ses choix, héros des fameuses « robinsonnades » marginalistes. Or, voici que maintenant les perspectives se retournent de bout en bout. L'attention de l'économiste se transporte d'un seul coup de l'atome au cosmos. La réflexion du théoricien n'est plus située au plan de l'élément premier, mais au plan du tout. D'où la rentrée en scène au premier plan, d'un certain nombre de facteurs dont les théories des époques antérieures s'étaient surtout exercées à faire abstraction: le temps, la monnaie, la nation, l'intervention active de la puissance publique.

7.2. La révolution keynésienne

La théorie keynésienne a paru révolutionnaire par rapport à la pensée économique classique et néoclassique. Elle est d'abord la première à avoir marqué un hiatus entre une conception microéconomique et une conception macroéconomique. Certes les économistes du XIX^{ième} siècle raisonnaient sur l'économie entière et non sur des unités microéconomiques comme « l'homo oeconomicus » ou l'entreprise représentative. Mais pour eux, les lois économiques qui régissaient l'économie globale n'étaient que la totalisation de celles valables pour chaque unité économique. Keynes au contraire a montré le premier que les lois valables

pour l'économie entière étaient d'une nature différente de celles qui gouvernent le comportement d'un sujet économique. La réduction des prétentions salariales d'un chômeur isolé, par exemple, peut conduire à son embauche, mais une baisse générale des salaires ne rétablit pas le plein emploi, car les entreprises, n'anticipant qu'une demande réduite, ne sont pas incitées à accroître leur demande de main d'œuvre. Keynes est donc le premier à avoir posé dans toute sa netteté le problème de l'agrégation, c'est-à-dire du passage des comportements microéconomiques aux lois macroéconomiques. La même attitude le conduit à considérer l'épargne, vertu privée, comme un vice au niveau collectif, car l'excès d'épargne réduit la demande effective et provoque le chômage. Keynes s'inspire de Malthus. Pour l'un comme pour l'autre, la dépression vient de ce que l'insuffisance de la consommation et l'excès d'épargne empêchent la demande globale d'absorber toute l'offre. Mais ils divergent sur les remèdes: Malthus propose d'augmenter la consommation improductive, tandis que Keynes recommande d'accroître l'investissement, ce qui augmente le revenu et par contre coup la consommation. Marx lui aussi explique les crises économiques par la sous-consommation qui est la conséquence logique du système capitaliste qu'il condamne, alors que Keynes veut le sauvegarder. Il le dit clairement: « l'Etat n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production ».

7.3. Demande effective et marché du travail

Pour Keynes, le salaire n'est pas seulement un coût, c'est aussi un déterminant important de la demande. Par ailleurs, pour Keynes, le mécanisme des prix sur le marché du travail n'aboutit pas usuellement au plein emploi d'où l'introduction de la notion de chômage involontaire.

Pour les classiques, l'offre de travail par les salariés dépend du salaire réel w/p . S'il y a du chômage c'est que le salaire réel w/p (w salaire nominal et p indice des prix) est supérieur à la productivité marginale du travail appelée « PmL ». Le chômage ne peut être que volontaire c'est-à-dire venant du refus de travailler au nouveau salaire d'équilibre. Pour Keynes au contraire le refus des salariés de voir leur salaire baisser est finalement une bonne chose car elle évite une spirale déflationniste.

- Pour Keynes, les salaires nominaux w ne peuvent pas baisser pour plusieurs raisons :
- il y a une viscosité des salaires nominaux liés à la négociation des contrats;
- une baisse des salaires nominaux entraînerait une contraction de la demande qui provoquerait à son tour une baisse de la production. Alors que pour Jean-Baptiste Say l'offre crée sa propre demande. Pour Keynes, une demande effective insuffisante va déterminer une offre qui ne correspondra pas à une situation de plein emploi. « le seul fait qu'il existe une insuffisance de la demande effective peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum ». De sorte que pour lui le chômage peut être involontaire.

Toutefois Keynes ne récuse pas totalement la théorie classique. En effet, s'il ne croit, ni possible, ni souhaitable une baisse du salaire nominal w , la baisse du salaire réel w/p suite à

une montée de l'inflation symbolisée par une hausse de p est pour lui possible. Cela conduira le courant de la synthèse néo-classique à utiliser la courbe de Phillips dans le cadre d'arbitrages entre inflation et chômage

7.4. La consommation, une variable macroéconomique

Pour Keynes, la consommation dépend du revenu courant versé lors d'une période sachant que ce revenu est versé en contrepartie de la production et sachant que le revenu est strictement équivalent à la production. L'épargne est donc chez Keynes un résidu: le montant qu'il reste une fois que les dépenses de consommation du ménage ont été engagées. L'évolution de la consommation selon Keynes suit ce qu'il appelle « la loi psychologique fondamentale »: « *En moyenne la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu* ». Cette loi peut être interprétée de différentes manières mais, pour comprendre cette dernière, il faut bien distinguer la propension moyenne à consommer (PMC) et la propension marginale à consommer (PmC). La première est la part consacrée en moyenne aux dépenses de consommation dans le revenu, la seconde est la part d'un revenu supplémentaire consacré aux dépenses de consommation.

7.5. Le rôle de l'incertitude et des anticipations

Le point de départ de Keynes consiste à expliquer la crise des années 1930 et le développement du chômage de masse; le « quotidien » de l'économie est marqué par des déséquilibres (chômage de masse). Cela l'amène à critiquer la loi de Say et le modèle d'équilibre des néoclassiques: si les marchés conduisent à terme à l'équilibre, en quoi cela est-il intéressant pour étudier les situations de déséquilibres, qui elles caractérisent le court terme? Keynes écrit: « *Dans le long terme nous serons tous morts. Les économistes se donnent une tâche par trop facile et inutile si dans une période tempétueuse, ils peuvent seulement nous dire que quand la tempête sera passée l'océan sera à nouveau calme* » (*Traité sur la monnaie, 1930*).

Keynes s'appuie sur la notion d'anticipation des agents économiques. Les agents économiques vivent dans un univers incertain (incertitude radicale) ce qui nécessite de réaliser des anticipations sur l'avenir. Ces anticipations peuvent conduire les producteurs à être pessimistes: ils fixent alors leur demande anticipée (ou effective) à un niveau qui est inférieur à ce qu'il pourrait être avec des anticipations optimistes. Les objectifs de production sont donc donnés et en découle la quantité de main d'œuvre nécessaire. Cette quantité de main d'œuvre peut être différente de la quantité d'actifs disponibles: il existe alors un chômage (qualifié d'involontaire). C'est la situation d'équilibre de sous-emploi.

7.6. Thésaurisation et utilisation de l'épargne des ménages

Chez Keynes, il existe deux décisions individuelles vis-à-vis du temps. Tout d'abord la décision d'épargner en elle-même, qui conduit à déterminer le montant d'épargne et ne dépend pas du taux de l'intérêt, mais de la propension à consommer. Cependant, une deuxième décision concerne la manière d'effectuer ce transfert de pouvoir d'achat qui

détermine la forme de l'épargne et fait intervenir le taux d'intérêt. Il existe de ce point de vue deux possibilités nettement opposées:

- transférer son épargne sous forme monétaire (conserver un droit de liquidité, autrement dit thésauriser);
- transférer son épargne sous forme d'actif financier: le transfert est alors conditionné par le prix auquel peuvent être cédés ces actifs financiers.

Dans l'esprit de Keynes, la détention de monnaie (pour elle-même) a donc un sens, et est une alternative radicale à la détention d'actifs financiers. Cela tient à ce que la monnaie est la liquidité par excellence.

On comprend que le taux de l'intérêt ne sera plus, chez Keynes, la rémunération de l'épargne (le prix du renoncement à la consommation), comme dans la théorie classique, mais la rémunération de l'épargne financière (**le prix du renoncement à la liquidité**).

En déplaçant le taux de l'intérêt de la première décision vis-à-vis du temps vers la deuxième décision, Keynes fait du taux de l'intérêt un phénomène purement monétaire. Précisément, le taux de l'intérêt n'est le prix de la renonciation à la liquidité que parce que les agents expriment une préférence pour la liquidité, et il n'a une valeur positive qu'à due proportion de l'importance de cette préférence. On comprend que mettre en avant cette explication revient à considérer la monnaie non plus seulement comme un moyen de transaction (ce qu'elle était chez les classiques), **mais comme une réserve de valeur, et a priori comme une meilleure réserve de valeur que les titres financiers, pouvant justifier que les individus préfèrent la liquidité et exigent d'être rémunérés pour s'en détacher.**

L'analyse de la préférence pour la liquidité exige en l'occurrence, pour être justifiée, de faire intervenir une relation ignorée par les classiques, celle entre monnaie et incertitude: **c'est parce que la détention de monnaie constitue une sécurité, qui compense l'aléa et l'incertitude de nos comportements et de nos spéculations concernant le futur, qu'elle est préférée à la détention d'actifs financiers:** la monnaie a en effet cet avantage par rapport aux titres financiers, qui la définit comme la liquidité, c'est qu'étant l'unité de compte, sa valeur nominale future est connue avec certitude, ce qui n'est pas le cas de celle des titres. En outre, la détention de monnaie permet de faire face à tout moment à n'importe quel engagement, d'honorer n'importe quelle dette, dans une économie où tous les contrats sont libellés en unité de compte.

7.7. L'intervention de l'Etat

Keynes avait une approche globale de l'économie, dans laquelle il prenait pleinement en compte les institutions. Ainsi, il jugeait nécessaire de limiter le pouvoir de la bourse qu'il avait assimilé à un « casino ». Keynes souhaitait également organiser le commerce et les échanges monétaires internationaux, ainsi qu'il avait tenté de le faire, sans succès, lors de la conférence de *Bretton Woods* en 1944, où il dirigeait la délégation britannique. Enfin, Keynes estimait nécessaire en temps de chômage, d'accroître le pouvoir des « organes centraux ».

Cependant, sur le plan philosophique et politique, Keynes est resté un libéral. Pour lui, l'économie de marché possède la capacité singulière, grâce à la division du travail, d'affecter chaque individu à la tâche pour laquelle il est le mieux qualifié. De plus, Keynes louait la capacité du marché à encourager l'individualisme, synonyme de liberté et de variété de l'existence. Pour Keynes, il ne faut pas supprimer le libre marché, mais le compléter par des institutions et des politiques permettant d'assurer le plein emploi. C'est un point qui le distingue radicalement de la tradition marxiste.

7.8. Intervention de l'Etat et effet multiplicateur

L'économie libérale n'est pas conçue comme dotée de processus spontanés d'ajustement des décisions individuelles. La coordination se fait par le moyen de la circulation monétaire, et le mode constitution « normal » de la société est la crise, plutôt que l'équilibre. Il en résulte la nécessité d'améliorer son fonctionnement. Puisque le problème vient du caractère excessivement décentralisé du fonctionnement économique, la solution est donc à chercher dans une « recentralisation », sous la forme des interventions de politique économique de l'Etat, qui devront faire en sorte d'élever la demande effective, et par là le niveau d'emploi. Trois types de politique peuvent être envisagés:

- une politique monétaire dont l'objectif devra être de baisser suffisamment le taux de l'intérêt pour, à efficacité marginale du capital donnée, augmenter l'investissement et donc, via le multiplicateur, le revenu et l'emploi. Le principal obstacle à cette politique sera l'existence de conventions, quant à la valeur future du taux d'intérêt, qui pourront mettre en échec la volonté des autorités. Cela est d'autant plus vrai dans les périodes de crise où la confiance se dégrade (et donc la préférence pour la liquidité devient grande tandis que l'efficacité marginale du capital s'effondre);

- une politique budgétaire, qui agit directement sur la demande globale en augmentant l'investissement (public);

- une politique des revenus qui vise à accroître la propension à consommer de la communauté en opérant des transferts de revenus des catégories sociales dont le revenu est élevé (et la propension à consommer faible) vers celles dont le revenu est plus faible (et la propension à consommer élevée).

Mais, mise à part ces modalités d'intervention macroéconomiques visant à accroître le niveau d'activité et d'emploi, aucune intervention publique sur la répartition et l'allocation de ce niveau d'activité et de ce volume d'emploi n'est nécessaire, car cela, précisément, le système de l'économie de marché s'en acquitte parfaitement. Ce n'est donc pas une socialisation de l'activité économique que Keynes appelle de ses vœux, mais bien une intervention de l'Etat qui viennent compléter l'action du marché là où il est défaillant (dans la détermination d'un haut niveau d'activité et d'emploi), conjurer ainsi la crise, et au-delà garantir la pérennité des institutions de l'économie de marché.